

**Fonction Publique, Ministère de l'économie, Ministère du budget et des comptes publics :
des nouveaux ministres qui ne nous feront aucun cadeau !**

Le nouveau gouvernement vient d'être nommé et sans surprise, il ne sera pas celui du progrès social mais celui de nouvelles régressions sociales pour la majorité de la population, tout particulièrement pour les agentes et agents publics et plus globalement pour les services publics.

Les premiers signaux concernant la fonction publique, l'économie ou le budget sont inquiétants :

- **Fonction Publique** : À sa tête l'ancien ministre du logement Guillaume Kasbarian connu pour sa loi « anti-squat » jugée tellement régressive et répressive qu'elle avait été censurée en partie par le Sénat mais au final adoptée en juin 2023. Autre signal inquiétant : le nouvel intitulé de notre ministère, c'est désormais le ministère de la Fonction Publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique. Ainsi la mise en place du « choc des simplifications » initié par B. Le Maire va pouvoir se dérouler avec pour unique objectif de justifier des coupes dans les administrations, notamment celles qui ont pour mission d'exercer des contrôles.

- **Ministère de l'économie et Ministère du budget et des comptes publics** : La grande nouveauté du ministère du budget est qu'il sera sous la tutelle du 1^{er} ministre et de son directeur de cabinet que nous connaissons bien à la DGFIP puisque, récemment encore, en tant que Directeur général, il en a largement affaibli le réseau. À la tête de ces deux ministères, deux nouveaux ministres Antoine Armand et Laurent Saint-Martin qui n'ont eu de cesse de vanter la politique économique libérale de ces dernières années. Celle qui n'a fait que renforcer le déficit public, augmenter les inégalités et baisser drastiquement les recettes accompagnée notamment d'une politique fiscale en faveur des seules grandes entreprises et des plus riches. Deux ministres fervents opposants à une refonte du système fiscal basée sur la justice et la redistribution.

Même si le 1^{er} Ministre indique vouloir taxer un peu plus les plus riches, ce gouvernement va prôner l'austérité comme ligne budgétaire en s'attaquant de façon violente aux dépenses publiques et sociales sans rechercher de véritables nouvelles recettes telles qu'une taxation des dividendes ou un ISF renoué.

Solidaires Finances Publiques n'aura de cesse de défendre le progrès social et tout particulièrement la nécessité d'une politique fiscale réellement au service de l'intérêt général qui aurait comme principaux axes :

- la fin de la baisse des impôts de production qui a engendré une chute de rentrées fiscales de 14 milliards d'euros depuis 2021 et une perte d'autonomie financière toujours plus grande pour les collectivités locales.
- la fin des niches fiscales dont l'utilité sociale et économique n'a pas été démontrée.
- la mise en place d'un Impôt sur les sociétés (IS) progressif.
- établir une progressivité régulière de l'impôt sur le revenu en revoyant le barème, en intégrant l'ensemble des revenus et en revalorisant le taux supérieur.

Face à ce nouveau gouvernement, Solidaires Finances Publiques entend porter d'autres choix en matière de politiques publiques et appelle les personnels à participer massivement à la grève interprofessionnelle du 1^{er} octobre prochain pour faire entendre nos revendications !